

QUESTION 1 : QUEL EST SELON VOUS LE DEGRÉ DE FLEXIBILITÉ DES ACTIFS ENR EXISTANTS (SELON LEUR FILIÈRE OU LEUR TAILLE NOTAMMENT) ? EN CAS DE CONTRAINTES TECHNIQUES OU ENVIRONNEMENTALES, MERCI DE LES PRÉCISER.

Réponse non confidentielle

D'un point de vue technique, les sites de production photovoltaïques disposant de moyens de pilotages à distance sont en mesure de moduler à la baisse ou d'arrêter leur production, dans un délai court. Néanmoins, certains acteurs rappellent que les équipements ne sont pas conçus pour des arrêt/redémarrage fréquents et que cela pourrait impacter leur durabilité et leur maintenance.

Enerplan souligne que cette granularité est de plus contrainte par des questions d'horodatage entre compteurs. En effet, les compteurs des gestionnaires de réseau ne sont pas tous synchronisés et les biais d'horodatage induits obligent les exploitants à prévoir une marge en anticipant l'arrêt de leur centrale avant le début d'une période de prix négatif, ce qui peut être difficile à gérer pour des arrêts / relances de courte durée.

QUESTION 2 : QUELLES SOLUTIONS PERMETTRAIENT D'OPTIMISER CETTE FLEXIBILITÉ AFIN QUE CES ACTIFS PUISSENT RÉPONDRE À DES SIGNAUX DE PRIX SUR UN PAS DE TEMPS DE 15 MINUTES ? A QUEL COÛT ET DANS QUEL DÉLAI CES SOLUTIONS POURRAIENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE ?

Réponse non confidentielle

Il existe des solutions de contrôle permettant de communiquer avec un site de production pour envoyer des signaux de commande dans des délais courts. Cependant, il faut prendre en compte le fait qu'implémenter ce type de solutions sur des sites existants entraîne des surcoûts, tant matériel que dans les coûts d'agrégation.

QUESTION 3 : MÊMES QUESTIONS POUR LES ACTIFS SUSCEPTIBLES DE SIGNER DES NOUVEAUX CONTRATS DE SOUTIEN EN COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION.

Réponse non confidentielle

Enerplan soutient qu'une prise en compte des actifs de stockage dans les appels d'offres CRE permettrait de valoriser au mieux la flexibilité des installations photovoltaïques.



La flexibilité à la baisse importante des actifs photovoltaïque doit inciter à mettre en œuvre des solutions de stockage pour permettre à l'énergie non injectée sur le réseau durant les heures à prix négatifs d'être injectée à un autre moment plus propice. Une batterie colocalisée avec un site PV permet de continuer à un actif de produire à son plein potentiel sans ajouter de la contrainte sur le système électrique.

Par ailleurs, Enerplan suggère une réflexion sur le fait que l'interdiction d'injection pourrait être assouplie dès lors que le producteur justifie d'un stockage équivalent à son injection sur le réseau.

QUESTION 4 : PARTAGEZ-VOUS LES PRINCIPAUX EFFETS DE CHAQUE SOLUTION TELS QUE DÉCRITS PAR LA CRE ? EN IDENTIFIEZ-VOUS D'AUTRES ?

Réponse non confidentielle

Concernant l'option A, nous comprenons que cette solution doit permettre de mieux faire correspondre les périodes d'arrêt de production des actifs avec les pas de temps sur lesquels cela est nécessaire pour le système électrique. Nous notons aussi que cette solution semble être la plus simple à implémenter dans un aspect marché. Néanmoins, certains acteurs nous ont alertés sur les impacts que cette modification d'arrêt/redémarrage à un pas 15 mn peuvent avoir sur les actifs EnR. Cette granularité plus élevée dans le pilotage impose des modifications de gestion et pourrait occasionner une forte hausse des arrêts/redémarrage impactant la durabilité des équipements.

Concernant les options B et C, nous relevons les points suivants :

Compte tenu de la complexité des ordres correspondants à ces options, leurs difficultés d'implémentation pourrait augmenter le coût d'équilibrage, ce qui serait a posteriori un surcoût pour la filière.

Dans ces options B et C, le calcul de la moyenne des prix à la maille 15 minutes pourrait entraîner un degré important d'incertitudes sur la réaction des opérateurs du marché et des producteurs. Cela pourrait provoquer une hausse de la volatilité sur le prix des écarts et donc sur le coût de responsabilité d'équilibre.

Si l'impact sur les performances de l'algorithme est difficile à prévoir pour l'option B, il est très probable que chacune des options B et C augmente de façon sensible sa complexité. L'augmentation de la complexité et du risque dans la gestion des actifs seraient alors répercuté sur le coût de gestion.

Certains acteurs tiennent donc à alerter sur les risques d'augmentation des coûts d'agrégation induits par chacune de ces options, tant dans la façon de gérer les ordres sur le marché que dans l'implémentation opérationnelle.

QUESTION 5 : POUR CHAQUE SOLUTION, QUELLE(S) STRATÉGIE(S) UN PRODUCTEUR ENR SOUTENU PAR LE RÉGIME DU CR DEVRAIT ADOPTER POUR MAXIMISER SES REVENUS ?



CETTE(CES) STRATÉGIE(S) VOUS PARAÎ(SSEN)T-ELLE(S) IMPLÉMENTABLE(S)
OPÉRATIONNELLEMENT ?

Réponse non confidentielle

Si l'option B est transparente pour les contrats existants, l'option A paraît la plus conforme pour augmenter la flexibilité des actifs face au prix négatifs tout en étant dans cette optique là plus simple à implémenter opérationnellement. L'option C est intermédiaire et limite la demande de pilotage des centrales mais apporte des complexités dans la gestion des offres.

Selon certains acteurs, un arrêt minimal d'une heure basé sur la moyenne glissante de quatre pas 15mn, pourrait permettre d'augmenter la corrélation entre l'arrêt des actifs et les prix négatifs à 15mn, tout en évitant les arrêts/redémarrage de moins d'une heure.

QUESTION 6 : SELON VOUS, PARMI LES TROIS OPTIONS PRÉSENTÉES, LAQUELLE DEVRAIT ÊTRE RETENUE ? DEVRAIT-IL Y AVOIR UNE DIFFÉRENCE ENTRE LES NOUVEAUX CONTRATS ET LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR OU UNE PÉRIODE DE TRANSITION MINIMALE POUR LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR ?

Réponse non confidentielle

Si l'option A paraît correspondre à l'objectif d'envoyer des signaux de prix plus fins aux actifs EnR, il faut néanmoins considérer les évolutions que cela nécessitera pour les exploitants. Une phase transitoire avec l'option B ou C devrait permettre aux acteurs de se préparer et de se concerter sur la façon de prendre en compte l'augmentation des frais d'agrégation induite, via les appels d'offre ou via une simplification des CR.

QUESTION 7 : ENVISAGEZ-VOUS D'AUTRES SOLUTIONS QUI POURRAIENT AVOIR DE MEILLEURES PROPRIÉTÉS QUE CELLES PRÉSENTÉES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT ?

QUESTION 8 : DÉPOSER UNE CONTRIBUTION D'ORDRE GÉNÉRALE

Réponse non confidentielle